

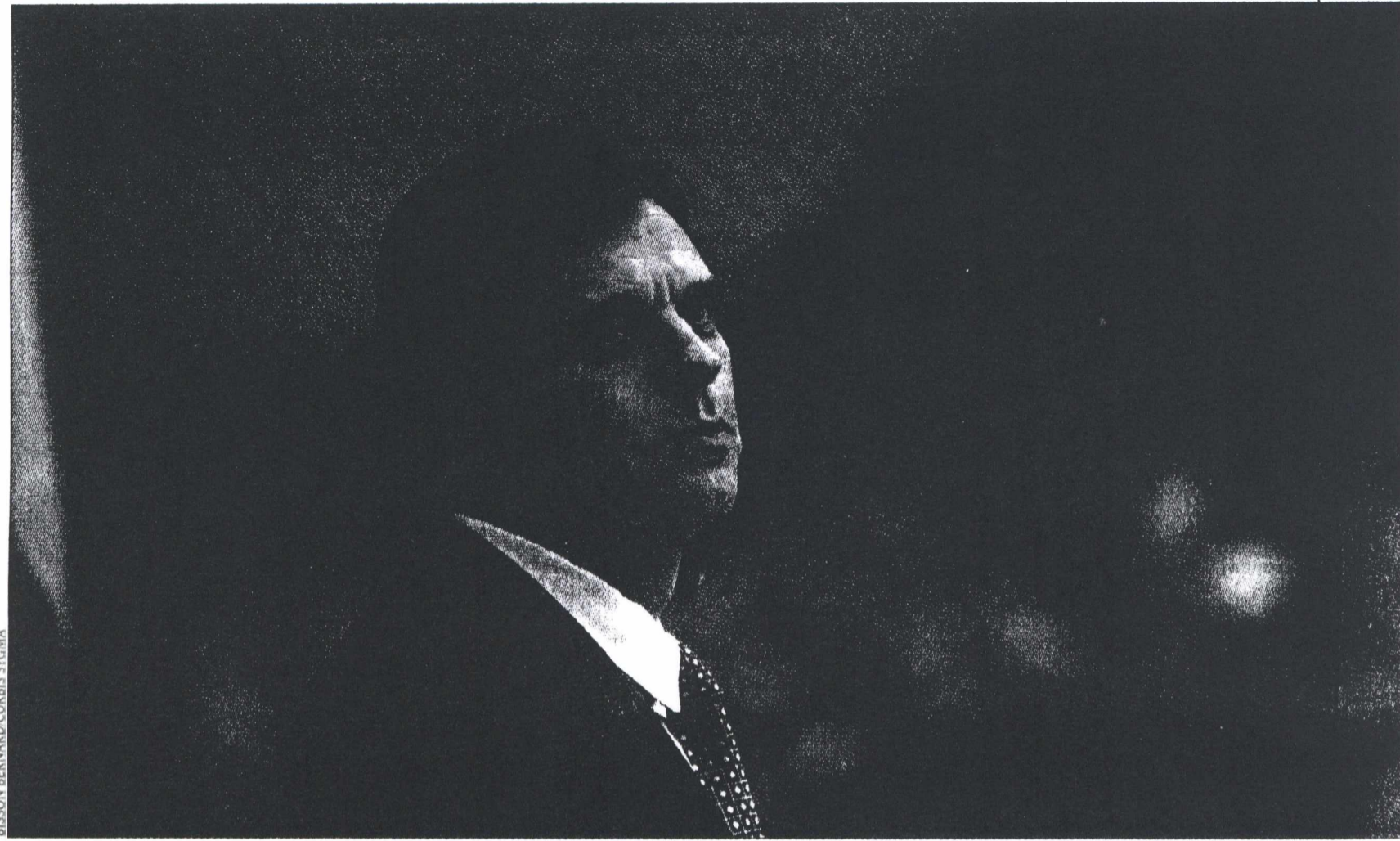
Le Monde 25/10/2000 p. 20

# Kostunica, l'homme de l'ombre

**L** s'appelle Dragoljub - que l'on pourrait traduire par « cher mignon » - et monte paisiblement la garde sur la moquette râpée du hall d'entrée du Parti démocrate serbe (DSS), devenu le parti du président. Ce gros matou noir est joliment emblématique de la « révolution de soie » - velours a déjà été pris par Prague - qui en dix jours et trois heures a rendu l'espoir à la Yougoslavie. Si les adversaires de Vojislav Kostunica ont raconté, parmi un flot de calomnies le caricaturant en « valet de l'Occident », que le nouveau président élu possédait dix-sept félins, il se contente d'avoir chez lui deux chats et un chien. Juste retour des choses, la bonne intelligence de ses animaux de compagnie a fait dire à ses partisans qu'il serait capable de réconcilier les multiples communautés constituant un pays kaléidoscopique : Serbes, Monténégrins, Kosovars, Musulmans du Sandzak, Hongrois de Voïvodine, Tziganes, etc.

Que de vertus ne prête-t-on pas au successeur de l'affreux Milosevic, le modeste « Kostu », drapé pour l'occasion dans l'étoffe des héros ! Comme si après avoir subi, durant dix ans, le joug d'un tyran belliqueux, le pays meurtri, brisé, exsangue, devait sanctifier son homme providentiel. L'examen de son caractère, de sa trajectoire et de ses premiers pas de réconciliateur donne-t-il raison à ce rassurant panégyrique ?

Ce matin-là, devant le siège du Parti démocrate serbe - qu'on baptisa *kombistranka*, façon de dire que tous ses membres pouvaient tenir dans une fourgonnette -, une voiture banale s'arrête, un cinquagénaire plutôt massif en descend, seul, et, les bras ballants, pénètre dans l'immeuble décrépi. Là légende Kostunica vient de nous frôler. De visu se confirme une kyrielle d'anecdotes édifiantes. Kostunica répugne à occuper le palais blanc d'où régnait Milosevic et s'obstine jusqu'ici à dormir dans l'appartement de quatre pièces qu'il a hérité de ses parents, au cœur des vieux quartiers de Belgrade. Kostunica n'aurait fait rouvrir le palais de la présidence, devenu fantôme, que pour donner une certaine solennité à ses premières entre-



BISSON BERNARD/CORBIS SYGMA

hégléien, a été révoqué et mis en prison pour s'être livré à une critique du titisme oppresseur des nationalistes, se souvient Slobodan Vitanovic, ancien professeur de littérature française à Belgrade. Kostunica s'est alors solidarisé, avec lui, et a quitté l'université pour rejoindre l'Institut de philosophie et de sciences sociales, avec un salaire dérisoire. Surtout, en 1989 il a été le seul à refuser sa réintégration, comme professeur, par le nouveau régime Milosevic. Sa mise au placard lui ayant donné le goût de la recherche, Kostunica a collaboré à de nombreuses revues et publié plusieurs ouvrages tels que *Le Système politique du capitalisme et Pluralisme ou monisme de partis*, devenant un spécialiste du droit constitutionnel.

Svetlana Stojanovic est l'une des Belgradoises qui connaît le mieux le nouveau président, fils unique d'un juge qui fut officier dans l'armée royale. « Nous étions ensemble au lycée Beogradska II, lui en terminale, moi en troisième, raconte cette traductrice littéraire, membre du comité exécutif du DSS. Et, des années plus tard, en 1990, il se souvenait bien de moi lorsque je suis revenue à ses côtés au moment de la création du Parti démocrate (DS), derrière Micunovic. La même année, il fut élu au Parlement serbe, où il siégea jusqu'en 1997. » Des rivalités et des dissensions s'étant déclarées avec Zoran Djindjic, le numéro deux bis, qui réussira à prendre les rênes du DS, Kostunica fit scission, en 1992, pour créer le DSS, qui ne dépassa jamais 7% aux élections. Cet été, Djindjic - plus médiatique mais handicapé par ses origines bosniaques et sa germanophilie -, sut mettre en veilleuse ses fortes ambitions pour jouer, avec Kostunica l'inattendu, la carte d'un candidat neuf et intègre et assumer le rôle de directeur de campagne de l'opposition coallisée.

La fulgurante ascension de « Voja » n'est évidemment pas fortuite et s'est largement appuyée sur une campagne électorale à l'occidentale, ponctuée de nombreux sondages. D'abord, il y eut une affiche en noir et blanc avec deux yeux : « Qui peut vous regarder droit dans les yeux ? Kostunica. » Et puis une seconde vague d'affichage laissa apparaître la bouche et un nouveau slogan : « Qui peut parler aujourd'hui au nom de nous tous ? Kostunica. » Maître d'œuvre paradoxal de cette campagne « de notoriété » : l'agence Incognito qui avait déjà touché au marketing politique mais travaille aussi pour les multinationales. Neman Milic, son jeune directeur, confirme les réticences du candidat à se mettre en scène et exhibe volontiers les spots télévisés, messages radio, autocollants et badges rivalisant d'inventivité, mais refuse d'indiquer le montant du budget. Alors que les Américains affirment avoir injecté des millions de dollars pour soutenir l'ensemble de la mouvance démocratique, M. Milic se contente d'affirmer que « cela représente 0,5% de ce qu'ont dépensé les autres, car chacun autour de nous n'accepte de travailler à la limite de la rentabilité dans un enthousiasme miraculeux ». Kostunica ayant en serbo-croate la même racine étymologique que « noyau », la prune, fruit populaire dont on fait la slivovic,

**Qui est le nouveau président de la Yougoslavie ? Cet intellectuel austère, discret, farouchement nationaliste, inquiète. Mais c'est d'abord un légaliste, européen, francophile et admirateur du général de Gaulle**

a été choisie comme emblème. Sur ses affiches, Milosevic, menton relevé et drapé dans le drapeau national, a pris un sérieux coup de vieux.

A travers une campagne de terrain intense, sans gardes du corps ni gilet pare-balles, Kostunica est surtout allé au contact d'une population désespérée, qui lui criait : « Sauve-nous ! », et s'est progressivement senti investi d'une mission. Ceux qui l'accompagnaient témoignent de sa « transfiguration » et évoquent avec émotion une « scène biblique » lorsqu'à Mitrovica, enclave serbe du Kosovo, il fit stoïquement front à une pluie de tomates, d'œufs et de pierres, et implora ses compatriotes de ne pas se déchirer. Il n'est pas un tribun mais le salt et en a fait une force : « Je ne suis pas un grand orateur pour m'adresser à la masse mais vous n'êtes pas la masse ; vous êtes le peuple qui souffre comme moi. » Et son manque de charisme se dissipa lorsqu'il prêta serment avec une impressionnante dignité.

Kremna, le Nostradamus serbe, l'avait prédit : l'homme capable de sauver le pays porterait le nom de son village. Or les ancêtres de Vojislav sont originaires de Kostunica, en Sumadija profonde, et c'est le grand-père, nommé Damjanovic, qui aurait changé son patronyme. Mysticisme de bazar, cette troublante coïncidence n'en a pas moins fait signe.

Celui qui a si souvent dit non voue quasiment un culte à Charles de Gaulle et ne cache pas sa francophilie. Ce n'est pas un hasard si, par téléphone, il a vite noué des relations privilégiées avec Hubert Védrine, Lionel Jospin et Jacques Chirac, auquel il a vanté les mérites de la « révolution démocratique » en se référant à... Tocqueville. Parce qu'il s'est opposé à un socialisme dévoyé, Kostunica a le profil d'un bourgeois conservateur, voire traditionaliste - durant sa campagne il a rencontré quelques patriarches orthodoxes -, et une monarchie constitutionnelle à la britannique aurait été pour lui un idéal. Le prince héritier Alexandre, qui parle à peine le serbo-croate, ne doit pourtant pas se faire d'illusions. « La fidélité de Kostunica aux principes démocratiques est inébranlable », affirme M. Vitanovic.

La question de son nationalisme, souvent qualifié de « modéré », reste centrale. Pas idéologue, plutôt patriote par un mélange de grands sentiments et de grands principes, il a toutefois eu la légèreté de se laisser photographier un fusil Kalachnikov dans les mains au Kosovo en 1998. Certains le présentent comme l'ami du chef de guerre Radovan Karadzic, en soulignant que son principal grief à l'encontre de Milosevic portait sur la perte de pans entiers d'une illusoire grande Serbie sans faire l'économie de guerres meurtrières. En d'autres temps, Kostunica reprochait surtout au Croate Tito d'avoir fragilisé son pays en donnant un statut d'autonomie au Kosovo et à la Voïvodine. Madeleine Albright a pourtant reconnu que cet adversaire des accords de Dayton, qui n'a cessé de condamner vigoureusement « les bombardements criminels des forces de l'Otan », n'avait rien d'un « nettoyeur ethnique ».

Les ambiguïtés d'un personnage aussi entier que secret ont été en partie levées par ses premières déclarations publiques - réitérées au sommet européen de Blairitz -, qui laissent entrevoir des positions assez réalistes. Sans être un homme de compromis, est

**Vojislav Kostunica, lors de son investiture par le Parlement fédéral comme président de la Yougoslavie, le samedi 7 octobre.**

européen convaincu semble prêt à composer, tant son désir est vif de rejoindre la communauté internationale et de profiter d'une aide indispensable au redressement économique. A propos du Kosovo, il réclame l'application stricte de la résolution 1244, et se résigne à voir sa souveraineté réelle perdue « pour longtemps ». Pour le rétif Monténégro - où l'étoile du pro-occidental Milo Djukanovic pâlit à mesure que scintille celle du président -, il envisage un référendum d'autodétermination, quitte à substituer une confédération Serbie-Monténégro à l'actuelle fédération bancale (600 000 Monténégrins pour 10 millions de Serbes). Enfin, vis-à-vis du Tribunal international de La Haye, qu'il qualifia naguère « d'outil politique monstrueux au service de l'administration américaine », il se déclare désormais ouvert à la discussion mais préférerait poursuivre « sur place » et sans urgence l'ancien dictateur, auquel il ne veut pas donner un rôle de victime.

Au lendemain de la poussée insurrectionnelle du 5 octobre, Kostunica n'a pas hésité à partir seul, en jeep, avec Nebojsa Jankovic, chef d'état-major de l'armée, pour rencontrer une heure durant et pour la première fois de sa vie un Slobodan Milosevic contraint de reconnaître sa défaite au cours d'un sidérant huis clos. Auparavant, avec un remarquable sens de l'état de droit, il avait refusé sans hésitation le piège d'un second tour illégitime.

Indiscutable légaliste pétri de l'esprit des lois - en 1991, il a traduit les textes fondateurs du libéralisme américain -, Kostunica s'est fixé pour première urgence de jeter les bases d'une nouvelle Constitution. Il a promis d'organiser ensuite de nouvelles élections transparentes d'ici dix-huit mois, avant de rendre les clés du pouvoir. Ses amis, conscients de l'immensité de la tâche à accomplir pour remettre sur les rails le pays à la dérive - près de la moitié de la population est au chômage, le salaire mensuel moyen n'atteint pas 350 francs -, trouvent le délai bien court et espèrent qu'il unira pour plus longtemps son destin d'ex-homme ordinaire à celui d'un peuple qui aspire à une certaine normalité.

Robert Bellot

**« Je ne suis pas un grand orateur pour m'adresser à la masse, mais vous n'êtes pas la masse ; vous êtes le peuple qui souffre comme moi »**

vues diplomatiques. Kostunica n'est pas pressé de délaïsser sa poussive Yugo Zastava blanche, hors d'âge, au profit d'une limousine plus protocolaire.

C'est un fait entendu et confirmé, Kostunica n'a rien d'un politicien m'as-tu-vu. Et « l'homme de la situation » est le contraire d'un opportuniste. En dix ans de carrière politique, l'intransigent Kostunica a préféré rester isolé et ultraminoritaire plutôt que de sacrifier à des alliances compromettantes - notamment avec Vuk Draskovic, leader populiste et imprévisible du Mouvement du renouveau serbe -, même lors des grandes manifestations anti-Milosevic de 1996-1997, au risque de se voir marginalisé. Surtout, à aucun moment il n'a frayé ni composé avec les communistes ou leurs succédanés.

C'est après avoir milité dans des comités pour les droits civiques que Kostunica a sauté le pas vers la politique. Auparavant, il avait poursuivi de brillantes études, soutenant sa maîtrise de baccalauréat sur « la problématique éthique dans l'œuvre d'Albert Camus », obtenant sa maîtrise de droit à vingt-deux ans, et un doctorat de sciences juridiques à trente. Nommé assistant à la faculté de droit de Belgrade, il renonça vite à une carrière d'universitaire.

« En 1974, le professeur dont il était l'assistant, Mihaïla Djuric, un

Si le style c'est l'homme, celui-ci apparaît introverti, terne, taciturne, rigide. De fait, l'énigmatique « Dr K. » ne rit presque jamais. Mais, outre que, les circonstances ne prêtent guère à l'hilarité, on pourrait discerner, au-delà de la gravité, une latente mélancolie, terriblement humaine, dans le regard, à la Snoopy, du nouveau président, qui avoue un pessimisme propice à des phases dépressives. L'homme qui aime les chats aurait sans doute mieux aimé encore les enfants si, comme le confie pudiquement une de ses proches, « le ciel avait permis qu'il en eût ».

**C**ETTE possible fêlure intime explique-t-elle son entêtement à ne rien laisser filtrer de sa vie personnelle ? Il faut sûrement se pencher sur la question pour comprendre qu'il a longtemps joué au basket dans une équipe amateur de haut niveau - pas moyen cependant de lui faire ressortir une photo avec quelques stars yougoslaves du ballon rond -, qu'il a une passion pour les antiquités, que ses auteurs favoris sont Camus, Montherlant et Plinter. De son épouse, depuis 1976, Zorica Radovic, on apprendra tout juste qu'elle est de cinq ans sa cadette, qu'elle a, comme lui, le titre de docteur en droit, et qu'elle le soutient efficacement sans jamais apparaître sous les projecteurs.

## Europe : la nouvelle doctrine Bush

DEPUIS le début de la campagne électorale américaine, la tactique de George W. Bush a été de coller au plus près de son rival Al Gore, afin que leurs programmes apparaissent aussi peu différents que possible aux yeux des électeurs et que ceux-ci se déterminent sur ce qui est son point fort : sa personnalité sympathique. Voilà pourquoi il faut prendre très au sérieux l'interview de sa conseillère en politique étrangère, Condoleezza Rice, au *New York Times* du 21 octobre, qui s'est clairement démarquée des positions du vice-président en confirmant l'intention du gouverneur du Texas, s'il est élu, de retirer les soldats américains de Bosnie et du Kosovo et de ne plus participer aux opérations de maintien de la paix de l'OTAN.

Qu'a dit M<sup>me</sup> Rice, qui fut l'experte du président Bush sur l'Union soviétique ? Que si une nouvelle administration Bush est élue le 7 novembre, elle ne retirera pas unilatéralement ses forces des Balkans, mais elle informera l'OTAN de son intention de se décharger sur les Européens de sa responsabilité dans le maintien de la paix, tout en continuant à leur fournir un soutien logistique et de renseignement. « Ils doivent prendre leurs responsabilités quand il s'agit de consolidation d'une nation, d'administration civile ou de maintien indéfini de la paix. (...) Exercer des fonctions administratives ou de police va simplement dégrader notre capacité de faire ce que nous devons faire. On n'a pas besoin d'envoyer la 82<sup>e</sup> aéroportée pour accompagner des enfants à l'école ! »

Ces propos renforcent ceux qu'a tenus « W » lors de son deuxième débat télévisé. Le candidat républicain ne cesse de répéter que, s'il ne connaît pas tous ses dossiers, il est entouré des meilleurs avis. Il avait déclaré à cette occasion, après avoir fait l'éloge de l'OTAN : « J'espère que nos amis européens vont mettre des troupes sur le terrain afin que nous puissions retirer les nôtres pour les concentrer sur leur priorité, qui est de faire la guerre, et de la gagner. (...) Je crois fermement que nous avons besoin de maintenir une présence au sein de l'OTAN, mais j'emploierai nos militaires de manière judicieuse. (...) Il doit y avoir des priorités. » M<sup>me</sup> Rice précise ainsi la pensée de M. Bush : « Le gouverneur parle d'une nouvelle division du travail. Les Etats-Unis sont la seule puissance capable de gérer une confrontation dans le Golfe, de monter le type d'opération nécessaire pour protéger l'Arabie saoudite et d'empêcher une crise dans le détroit de Taïwan. »

### « UN SIGNAL TRÈS DANGEREUX »

Ce qui frappe d'abord dans la position du candidat républicain, c'est qu'il semble ignorer la participation militaire et financière des Européens dans les Balkans, où elle est d'environ 80 %. Il défend ensuite une image du rôle des militaires héritée du temps de son père et une vision minimaliste de celui des Etats-Unis dans l'Alliance. Finie la stratégie « d'engagement avancé » de Bill Clinton et d'Al Gore. On parle désormais de « présence ». De plus,

Condoleezza Rice ne cite pas l'Europe dans la liste des zones d'intervention des forces américaines. En l'absence d'une menace venue de Russie, l'OTAN s'était donné – notamment au sommet de Washington en 1999 – un second souffle dans la protection de son flanc sud-est. Un futur gouvernement Bush n'entend donc pas s'y associer, sinon de manière périphérique, considérant que les intérêts stratégiques des Etats-Unis ne sont pas en cause.

Car la doctrine Bush semble vouloir se limiter à ces intérêts stricto sensu, excluant leur extension à la défense des valeurs américaines, si chère à Al Gore, et reprochant aux Européens de se dérober à leurs engagements. Or, remarque Ivo Daalder, de la Brookings Institution, le rôle de l'OTAN depuis la chute du mur de Berlin est de construire une Europe « une et libre », selon les propres termes du président Bush. Les vues de nombreux élus du Congrès, à majorité républicaine, pour qui les troubles dans cette région sont largement imputables au refus des alliés de partager le fardeau sont « tout simplement fausses », ajoute-t-il.

Les prises de position de l'équipe de George W. Bush ont suscité une vive réaction d'Al Gore, pour qui cette nouvelle stratégie représenterait « plus qu'un changement de cap majeur dans la politique étrangère américaine des cinquante dernières années ». Selon le vice-président, elle « risquerait de menacer des alliances fragiles » et « porterait un coup dommageable à l'OTAN ». Plus

pratique, Madeleine Albright y voit « un signal très dangereux, (...) qui pourrait déstabiliser la région juste au moment où des élections vont avoir lieu au Kosovo, en Bosnie et en Serbie ».

Ces considérations de politique étrangère ont-elles été sérieusement prises en compte ? Certes, il fallait bien qu'un jour ou l'autre M<sup>me</sup> Rice donne plus de poids au changement de cap préconisé par « W ». Mais le moment était-il vraiment opportun, et était-il nécessaire de l'appuyer sur une contrevérité et des ambiguïtés ?

Ne faut-il pas voir aussi dans cette réorientation stratégique un geste en direction d'un électorat républicain, masculin et militariste, convaincu que le trop grand éparpillement des GI à travers le monde dans des missions moins nobles que la guerre, imposé selon eux par Bill Clinton, est responsable d'une baisse d'efficacité de l'outil militaire américain ?

On peut en tout cas penser que les réactions des « amis européens » manqueront d'enthousiasme. Mais, en même temps, la nouvelle doctrine Bush peut leur apparaître comme une justification des efforts de l'Union européenne pour se doter d'un pilier de défense autonome, voire de la position de la France – peu appréciée outre-Atlantique –, qui s'est toujours montrée réticente à remettre son sort entre les mains de Washington.

Patrice de Beer